

PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION
de la REGLEMENTATION et des
LIBERTES PUBLIQUES

REGLES APPLICABLES
à l'EXERCICE
de l'ACTIVITE de
REVENDEUR d'OBJETS MOBILIERS

ooooooooooooooo

L'activité de revente d'objets mobiliers est réglementée par les textes suivants :

- loi n°87-962 du 30 novembre 1987,
- décret n°88-1039 du 14 novembre 1988 relatif à la police de commerce de certains objets mobiliers,
- décret n°88-1040 du 14 novembre 1988 relatif à la vente ou à l'échange de certains objets mobiliers,
- arrêté du 29 décembre 1988 fixant le montant des objets qui peuvent être regroupés,
- arrêté du 21 juillet 1992 fixant les modèles de registre.

I - TENUE DU REGISTRE D'OBJETS MOBILIERS

Le décret n°88-1040 du 14 novembre 1988 définit dans son chapitre 1er les caractéristiques du registre d'objets mobiliers. Le modèle du registre figure dans l'arrêté du 21 juillet 1992 (cf. Annexe 1).

L'objet de l'arrêté du 21 juillet 1992 permet l'édition du registre sous forme de listing en supprimant l'exigence de la reliure.

Cette édition en continu (listing) dont la première et la dernière page sont paraphées par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune où se situe l'établissement ouvert au public comme prévu dans l'article 4 du décret n°88-104 du 14 novembre 1988 répond à l'exigence de liaison entre les feuillets, l'inaltérabilité de ceux-ci devant être garantie.

Il appartient aux revendeurs de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'enregistrement des entrées manuellement en cas de panne d'imprimante ou d'ordinateur avec la photocopie d'un ou plusieurs feuillets.

A) Description des objets :

L'article 1er du décret n°88-1040 du 14 novembre 1988 dispose que la description des objets acquis ou détenus en vue de la vente ou de l'échange comprend les principales caractéristiques apparentes de chacun de ces biens, ainsi que les noms, signatures, monogrammes, lettres, chiffres, numéros de série, emblèmes et signes de toute nature apposés sur lui et qui servent à l'identifier.

Par exception, les entreprises du commerce et de la récupération qui achètent et vendent des matières premières au poids peuvent se limiter à inscrire sous cette rubrique la qualité et le poids des marchandises achetées.

*Regroupement des objets

Par ailleurs, l'article 1er, alinéa 3 du décret n°88-1040 dispose que les objets dont la valeur unitaire n'excède pas un certain montant et qui ne présentent pas un intérêt artistique ou historique peuvent être regroupés et faire l'objet d'une mention et d'une description communes sur le registre.

Un montant unitaire de 60,98 € a été fixé par l'arrêté ministériel n°490 du 29 décembre 1988. Pour appliquer cette règle, c'est la valeur d'achat du bien qui doit être prise en compte.

Le regroupement n'est acceptable que pour les objets constituant un lot homogène de par leur nature (ex : lot de vaisselle, de cartes postales...) ou leur origine (ex : un débarras d'objets hétéroclites mais achetés à une même personne) mais il n'est pas possible de regrouper dans une mention unique la totalité d'un fonds de commerce.

Enfin, pour tenir compte de la situation particulière du marché de la philatélie et de la numismatique, il est admis qu'une collection, quelle que soit la valeur vénale des éléments la composant puisse constituer un lot unique dès lors que ces pièces ou ces timbres ont été achetés à une même personne ou confiés par un même déposant.

Toutefois, le cas échéant, le professionnel doit décrire dans la 3ème colonne du registre de police chaque pièce ou timbre dont la valeur est supérieure à 2286,73 €.

B) Le numéro d'ordre :

Chaque objet exposé à la vente ou détenu en stock est affecté d'un numéro d'ordre.

Si les objets ont été regroupés en un lot, dans les conditions précisées plus haut, le numéro d'ordre peut être commun. Ce numéro doit être porté sur le registre et figurer de manière apparente sur chaque objet ou lot d'objets.

Les objets de petite taille peuvent faire l'objet d'un numéro d'ordre commun, exposé de manière précise dans la zone du présentoir ou du magasin où ils sont offerts à la vente. En revanche, dès lors qu'il s'agit de biens de valeur, ils devront être spécifiquement numérotés.

La méthode de numérotation est laissée à la discrétion de chaque revendeur d'objets mobiliers.

C) La qualité du vendeur, de l'apporteur à l'échange ou du déposant :

Le registre doit comporter, outre la description des objets acquis ou détenus en vue de la vente ou de l'échange, les nom, prénoms, qualité et domicile de chaque personne qui a vendu, apporté à l'échange ou remis en dépôt en vue de la vente, un ou plusieurs objets, ainsi que la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité produite par la personne physique qui a réalisé la vente, l'échange ou le dépôt, avec l'indication de l'autorité qui l'a établie (décret n°88-1040 du 14 novembre 1988, article 1er, alinéa 1).

Cette prescription s'applique de plein droit aux biens acquis dans une salle des ventes. Dans ce cas, le registre mentionne la date de l'achat et l'identité du commissaire-priseur par l'intermédiaire duquel a été réalisée la transaction.

Lorsqu'il le souhaite, le revendeurs d'objets mobiliers a la possibilité, sous sa propre responsabilité, de remplacer (dans la cinquième colonne du registre) les indications relatives au titre d'identité par la mention "personne honorablement connue de moi". Il est bien précisé qu'en tout état de cause, les indications relatives aux nom, prénoms, profession et domicile du vendeur ou déposant devront figurer au registre dans la colonne prévue à cet effet (3ème colonne).

2 - Cote et paraphe du registre :

Le registre doit être coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune où est situé l'établissement ouvert au public.

Lorsque le revendeur possède plusieurs établissements ouverts au public, un registre est tenu pour chaque établissement. Lorsque cette même personne ne possède pas d'établissement fixe ouvert au public, tout commissaire de police ou tout maire est habilité à coter et à parapher le registre.

Dès lors que cette formalité a été accomplie, aucune disposition n'astreint les brocanteurs à présenter périodiquement le registre aux autorités de police et de gendarmerie.

3) Conservation du registre :

Aux termes du décret n°88-1040 du 14 novembre 1988 (art. 4, al. 4), le registre est conservé par le revendeur d'objets mobiliers, pendant un délai de cinq ans à compter de sa date de clôture.

Les revendeurs d'objets mobiliers qui exercent leur commerce de façon sédentaire doivent conserver en permanence leur registre dans leurs locaux professionnels, afin que les fonctionnaires ou agents compétents puissent le consulter sur place à tout moment.

Les brocanteurs sédentaires qui se trouvent en voyages d'affaires, notamment pour aller s'approvisionner à l'occasion de ventes publiques ou privées, ne devront pas se voir réclamer la production de leur registre (lequel doit demeurer en permanence dans leurs locaux professionnels). Dans ces conditions, ces commerçants seront admis à faire la preuve de leur qualité par tous moyens, et notamment par la production du récépissé de revendeur d'objets mobiliers, de pièces d'identité, factures, bordereaux de vente, etc....

Les mêmes principes s'appliqueront aux professionnels sédentaires qui participent à des manifestations organisées en vue de la vente ou de l'échange d'objets mobiliers. Dans ce cas, comme dans le précédent, le registre doit rester dans les locaux professionnels des intéressés, qui seront donc admis à faire la preuve de leur qualité par la production du récépissé de revendeur d'objets mobiliers (cf. art. 1^{er}, al.4 du décret n°88-1039).

Les brocanteurs ambulants doivent transporter le registre avec eux, afin de pouvoir le présenter aux représentants des autorités chargés du contrôle qu'ils rencontrent lors de leurs déplacements.

4) Le contrôle du registre :

Le dispositif créé par la loi du 30 novembre 1987 et ses textes d'application prévoient un mécanisme de contrôle des revendeurs d'objets mobiliers par les représentants de la force publique. Des sanctions pénales constituent le nécessaire complément de cette réglementation.

Ainsi la loi du 30 novembre 1987 punit de sanctions sévères les personnes qui ont omis de tenir le registre ou d'y porter les indications prescrites (description de l'objet, nom du vendeur, etc ...) (art. 1, al. 2 et 3) : emprisonnement de quinze jours à six mois et amende de quatrième classe.

Il y a lieu de rappeler que ce contrôle ne doit pas exclusivement porter sur le registre, mais également sur le récépissé de déclaration.

En vertu de l'article 6 du décret du 14 novembre 1988, la non-présentation par le brocanteur de ce document administratif est également punie d'une amende, constitutive d'une contravention de 3^{ème} classe.

Par ailleurs, l'ensemble de ses sanctions pénales est applicable aux dirigeants de la personne morale lorsque c'est au nom de cette dernière qu'a été déclarée l'activité de revendeurs d'objets mobiliers (art. 5 du décret n°88-1040 du 14 novembre 1988).

En outre, l'obligation, antérieurement imposée à certains brocanteurs, de détenir et de présenter à toute réquisition une médaille n'est plus opposable à ces derniers.

II - LE CHANGEMENT D'EMPLACEMENT

Il peut se produire qu'au cours de l'exploitation de son commerce, le revendeur soit amené à lui choisir un autre emplacement, cette mutation étant susceptible de concerner tant l'établissement principal que le ou les établissements secondaires.

Le déplacement de l'établissement principal doit être déclaré par le revendeur d'objets mobiliers au commissariat de police ou, à défaut, à la mairie tant du lieu qu'il quitte que de celui où il va s'établir (décret n°88-1039 du 14 novembre 1988, article 2, 1^{er} alinéa).

Si le changement de lieu concerne un établissement secondaire, il doit également faire l'objet d'une déclaration au commissariat de police ou, à défaut, à la mairie du lieu de l'établissement principal (décret n°88-1039, article 2, alinéa 2).

Il est remis un récépissé de ces déclarations.

III – LA CESSATION DE L'ACTIVITE

En cas de radiation du registre du commerce et des sociétés, le revendeur doit restituer le récépissé de déclaration au service qui lui a été délivré.

IV – L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE AMBULANTE

Les brocanteurs qui exercent une activité ambulante sur la voie publique, les halles ou les marchés, doivent être titulaires de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires, s'ils disposent d'un domicile fixe. S'ils n'ont pas de domicile fixe, il peut leur être délivré l'un des titres de circulation prévu par la loi du 3 janvier 1969.

(Arrêté du 21 juillet 1992)

N° Ordre	Date de l'achat du dépôt ou de l'apport à l'échange	Description précise de l'objet (nature, dimensions, style, signature et éventuellement signes distinctifs). Pour les véhicules automobiles marque type, n° d'ordre dans la série du type (N° à 17 chiffres), couleur	Nom, prénom ou dénomination sociale du vendeur, du déposant ou de l'apporteur à l'échange. Qualité ou profession Domicile ou siège social.	Nature et n° de la pièce d'identité présentée . Identification de l'autorité qui l'a délivrée et date de la délivrance	Prix d'achat (ou valeur vénale). Indiquer le mode de paiement.	Décision de classement ou d'inscription de l'objet (Loi du 31 décembre 1913).

**Arrêté du 21 juillet 1992 fixant les modèles de registres prévus par le décret n° 88-1040 du 14 novembre 1988
relatif à la vente ou à l'échange de certains objets mobiliers**

Modèle de registre d'objets mobiliers

• **Annexe I**

NUMERO d'ordre	DATE DE L'ACHAT du dépôt ou de l'apport à l'échange	DESCRIPTION PRECISE DE L'OBJET (nature, dimensions, style, signature et éventuellement signes distinctifs), pour les véhicules automobiles, marque, type, numéro d'ordre dans la série du type (numéro à 17 chiffres), couleur	NOM, PRENOM ou dénomination sociale du vendeur, du déposant ou de l'apporteur à l'échange, qualité ou profession, domicile ou siège social	NATURE ET NUMERO de la pièce d'identité présentée. Indication de l'autorité qui l'a délivrée et date de la délivrance	PRIX D'ACHAT (ou valeur vénale) Indiquer le mode de paiement	LE CAS ECHEANT décision de classement ou d'inscription de l'objet (loi du 31 décembre 1913)
-------------------	---	--	--	--	--	--

